

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 27 juillet au 3 août 2018

- Afrique du Sud : Le taux de chômage augmente à 27,2 % au T2 2018
- Afrique du Sud : Hausse de l'excédent commercial à 12 Mds ZAR en juin
- Angola : L'Euro passe pour la première fois la barre des 300 Kwanza
- Namibie : Prêt de N\$3 milliards de la banque africaine de développement
- Zambie : Moody's dégrade la note souveraine zambienne de B3 à Caa1

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 3 août	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,4 ZAR	-1,3	+3,4	-0,9	-7,4
Angola	257,5 AOA	-1,4	-3,4	-35,6	-35,6
Botswana	10,3 BWP	-0,9	+1,0	-0,7	-4,5
Mozambique	58,2 MZN	-0,0	+2,3	+4,9	+1,4
Zambie	10 ZMW	+0,4	+0,7	-9,5	+0,8

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Hausse de l'indice PMI à 51,5 en juillet (ABSA)

L'indice PMI mesurant l'activité au sein du secteur manufacturier a augmenté à 51,5 points en juillet 2018 contre 47,9 en juin dernier, soit son niveau le plus haut depuis le début de l'année.

Hausse de l'excédent commercial à 12 Mds ZAR en juin (SARS)

En juin, la balance commerciale a affiché un excédent (pour le 4^{ème} mois consécutif) de 12 Mds ZAR après 3,5 Mds en mai dernier. La hausse des exportations (+7,1 % en g.m) couplée à la baisse des importations (-0,9 % en g.m) a contribué positivement au solde commercial. La valeur des exportations de produits minéraux a augmenté de près de 12%, soutenue par une hausse des prix du charbon et la dépréciation du rand. Bien que le déficit cumulé pour les six premiers mois de 2018 est chuté à 1,8 Mds de rand, il est encore bien inférieur au niveau observé l'année précédente (excédent de 25 Mds de rands sur la même période en 2017).

Hausse du crédit au secteur privé de +5,7 % en g.a en juin (Autorités)

En juin, le crédit au secteur privé a augmenté de +5,7 % en g.a, après une croissance de +4,5 % en mai dernier. Cette hausse s'explique principalement par une bonne performance du crédit aux entreprises (+5,3 % en g.a) et aux ménages (4,5 % en g.a).

Le taux de chômage augmente à 27,2 % au T2 2018 (Autorités)

Au T2 2018, le taux de chômage est passé à 27,2 % de la population active, contre 26,7 % au premier trimestre de l'année. Cela s'explique notamment par une augmentation du nombre de chômeurs (+102 000 personnes) et une baisse des travailleurs (-90 000 personnes). Au cours du trimestre, les chiffres montrent que la perte d'emplois la plus importante a été enregistrée dans le secteur manufacturier (-105 000), suivi par le secteur des services sociaux et communautaires (principalement composé de services gouvernementaux) où l'emploi a chuté de 93 000 personnes et le commerce, qui a perdu 57 000 emplois. Toutefois, les chiffres annuels montrent une légère amélioration de la création d'emplois au deuxième trimestre par rapport à la même période il y a un an. Au total, 188 000 postes ont été créés au cours de l'année, principalement à travers le secteur formel de l'économie.

Angola

L'Euro passe pour la première fois la barre des 300 Kwanza

A l'issue de deux ventes de devises effectuées cette semaine par la Banque Nationale d'Angola, le Kwanza s'est à nouveau déprécié de 1,3%. En atteignant 1EUR pour 301 AOA (1 USD = 257 AOA), la monnaie angolaise affiche une dépréciation de près de 40% depuis le début de l'année.

Baisse du nombre de barils vendus mais hausse des recettes fiscales en Angola au 1^{er} semestre

Les recettes fiscales pétrolières de l'Angola ont atteint 5 Mds EUR au premier semestre 2018. Cela représente 60% de l'objectif annuel du gouvernemental inscrit dans le budget, équivalant à 8,15 Mds EUR (taux de change actuel). Néanmoins, avec 274 M de barils vendu, seul 45% de l'objectif gouvernemental a été atteint à la mi- année, une production totale de 620 M de baril ayant été projetée pour 2018.

Botswana

Le gouvernement interrompt le Programme de Stimulus Economique (ESP), qui avait été lancé par l'ancien chef de l'Etat Ian KHAMA

Le président MASISI aurait décidé d'interrompre le controversé Programme de Stimulus Economique. C'est ce qu'a confirmé le ministre des Infrastructures, M. Vincent SERETSE, dans une interview au Sunday Standard. D'après le ministre, la perte de millions de pulas résultant de nombreux retards dans les projets a incité le gouvernement à mettre fin aux financements de projets dans le cadre de l'ESP. V. SERETSE a avoué au journal que le programme n'avait pas donné les résultats attendus, en raison, selon lui, de contrats octroyés à des entreprises qui n'avaient ni l'expérience, ni les capacités, pour les exécuter. Depuis son introduction, l'ESP a suscité des critiques de la part de l'opposition qui craignait que la corruption accompagne l'allocation des projets.

Namibie

Prêt de N\$3 milliards de la banque africaine de développement

La Banque de Africaine de Développement (BAfD) a accordé la deuxième partie d'un prêt de N\$10 milliards à la Namibie. Ce deuxième prêt atteint N\$3 milliards et fait suite au précédent de N\$5 milliards, ayant déjà servi à l'aide budgétaire (60%) et au développement des secteurs agricole et éducatif (40%). Ce prêt sera toutefois intégralement utilisé à l'aide budgétaire. Le dernier prêt de la BAfD avait notamment contribué à la réduction du déficit budgétaire (-2,8pp) entre les exercices fiscaux 2015/2016 (8,2%) et 2016/2017 (5,4%).

La Namibie et l'Allemagne vont signer un accord de coopération de N\$2 milliards

Le 1er août 2018 doit être le jour de la signature d'un accord de coopération entre l'Allemagne et la Namibie à hauteur de N\$2 milliards selon l'Ambassadeur allemand Christian Schlaga. L'Allemagne apportera en outre un appui technique sur place via son agence GIZ. Les aides sont destinées à la réduction de la pauvreté et à la création d'emploi à travers le développement durable de l'économie namibienne. Le pays a déjà fourni depuis 1990 N\$13 milliards d'aides au développement à la Namibie. Ces aides sont perçues par certains comme des réparations financières de la part de Berlin vis-à-vis des activités génocidaires allemandes sur les populations Nama et Ovaherero au début du XXIème siècle. Le président Hage Geingob a dans cette mesure déclaré que cet accord n'arrêtera pas la Namibie dans sa demande de réparations suite aux génocides.

Zambie

Moody's dégrade la note souveraine zambienne de B3 à Caa1 (Moody's)

Le 27 juillet, Moody's a dégradé la notation souveraine de la Zambie de B3 à Caa1 avec une perspective stable. L'agence a justifié sa décision par les défis persistants en termes d'assainissement budgétaire et la perspective d'un poids de la dette accru d'ici la fin de l'année. Auparavant, l'agence avait vu la dette se stabiliser au niveau actuel de 60 %, mais son estimation la plus récente estime que ce ratio pourrait atteindre 70% d'ici la fin de 2020. Malgré les déclarations du ministère des Finances selon lesquelles aucune nouvelle dette ne sera contractée, Moody's considère toujours les

dépenses en capital comme un important moteur de creusement de la dette à moyen terme. En outre, la hausse des coûts d'emprunt intérieurs (les rendements obligataires se situent autour de 19% contre 17% au début de 2018) rapprocheraient les paiements d'intérêts de la projection du Cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) de l'administration soit 19,5% des revenus totaux.

Zimbabwe

Investissement de 1,5 Mds \$ dans l'éducation par le secteur privé

A l'occasion du lancement de trois projets d'investissement dans le secteur de l'éducation, le président Emmerson Mnangagwa a annoncé que l'enseignement supérieur bénéficiera d'un investissement de près de 1,5 Mds \$ de la part du secteur privé. Ce financement sera réalisé par six entreprises privées et visera à mettre en place des infrastructures adéquates pour permettre le développement d'une éducation de qualité axée principalement sur les innovations technologiques.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Mathilde LIMBERGERE

Revues par : Pascal CARRERE